

ForumConstruction : débat des partis politiques

Cette année, notre traditionnel ForumConstruction, organisé durant le salon Batibouw, était placé sous le signe des élections européennes, fédérales et régionales du 9 juin prochain. Embuild avait invité tous les partis politiques francophones et néerlandophones à débattre sur trois thèmes majeurs pour l'avenir de la construction : les logements abordables et durables, les investissements publics et les emplois attractifs dans le secteur. Plus de 600 personnes avaient rejoint le Palais 10 du Heysel pour écouter ce débat passionnant. Si vous n'avez pas pu y assister, ce dossier résume ce que vous devez retenir des propositions du monde politique pour l'avenir de notre secteur.



Un débat politique passionnant sur les exigences de la construction

2024 est une année particulièrement importante pour le secteur, avec des élections à tous les niveaux de pouvoir. Embuild a rédigé plusieurs mémoranda, qui décrivent en détails ce que doit faire le monde politique pour le bien de la construction. Lors du ForumConstruction 2024, qui s'est tenu ce 23 février, nous avons présenté nos exigences aux partis politiques, qui ont proposé leurs idées.

Traditionnellement, le ForumConstruction est lié à Batibouw et il est de notoriété publique que ce type de salons n'a pas la vie facile depuis le coronavirus. De ce côté, nous n'avons pas à nous plaindre en ce 23 février. La salle du Palais 10 du Heysel était pleine à craquer, avec plus de 600 visiteurs intéressés. Tout comme Embuild, ils ont posé une question essentielle : qu'attendre de nos partis politiques lorsqu'ils devront former des coalitions après les élections ? Qu'ont-ils à offrir à la construction ?

Thomas Scories

Thomas Scories, le président d'Embuild, a accueilli les visiteurs en présentant quelques points sur lesquels nos prochains gouvernements devront prendre une décision. Comment allons-nous construire les 225.000 logements dont nous avons besoin dans les sept années à venir, d'ici 2030 ? Comment allons-nous tripler le rythme de rénovation de nos logements, ce qui sera nécessaire pour atteindre les objectifs climatiques ? Nos infrastructures recevront-elles le coup de pouce financier dont elles ont tant besoin ?

Thomas Scories a rétorqué brièvement, mais avec caractère. « *Nous souhaitons voir nos exigences dans les programmes de gouvernement, à tous les niveaux, fédéral, wallon, bruxellois et flamand.* » Mais il a éga-

lement constaté que le secteur se retrouve confronté à un gros problème. Où allons-nous trouver la main-d'œuvre nécessaire pour jouer pleinement notre rôle social ? Le président d'Embuild a dès lors souligné que notre réservoir de main-d'œuvre n'est actuellement utilisé que de manière très limitée. « *Beaucoup trop de gens sont encore actuellement sans emploi. Il est donc encore possible de faire quelque chose.* »

Trois thèmes

Embuild avait choisi trois thèmes de ses mémoranda pour ce ForumConstruction : les logements abordables et durables, plus d'investissements publics et des emplois attrayants dans la construction. Douze partis ont été invités, six francophones et six néerlandophones. Deux débats ont été organisés sur chaque thème, un entre deux francophones et un entre deux néerlandophones de différents partis.

Logements abordables et durables

Hanne Decoutere, présentatrice bien connue de la VRT, se chargeait de la médiation de ces débats. Les premiers politiques à passer sur scène étaient Maxime Prévot, le président des Engagés, et Jean-Marc Nollet, le coprésident d'Ecolo, qui ont débattu sur le thème des logements abordables et durables. Mais



Thomas Scorier, le président d'Embuild, a introduit le ForumConstruction.

tout d'abord, deux membres d'Embuild ont pu donner leur vision dans une vidéo.

Cerina Marchetta (Marchetta) et Louis Amory (Blavier) ont attiré l'attention sur quelques points épineux. La politique d'octroi des permis est encore trop basée sur le lotissement classique. Par conséquent, nous devons parfois construire des logements plus grands que prévu. Sans oublier, bien sûr, la TVA réduite à 6 % sur les démolitions-reconstructions. Celle-ci a été supprimée pour les logements destinés à la vente, ce qui est très regrettable.

Du côté des Engagés, **Maxime Prévot** a confirmé qu'il existe de plus en plus de personnes isolées qui cherchent des logements de plus petite taille. « *Il y a une vraie demande à ce sujet* », a-t-il indiqué. On retiendra ses propositions suivantes : la simplification et la numérisation de la procédure d'octroi des permis d'urbanisme, les primes pour les métiers en pénurie, l'étalement sur 20 ans des droits d'enregistrement, les 100.000 € d'un premier salaire exonérés de toutes taxes et la suppression des droits de succession.

Jean-Marc Nollet, qui a indiqué que « *l'accès au logement est au cœur du programme d'Ecolo* », a notamment plaidé pour l'augmentation de l'abattement fiscal sur les droits d'enregistrement, l'importance de la modularité des bâtiments avec la taille des ménages qui évolue de plus en plus, l'augmentation de

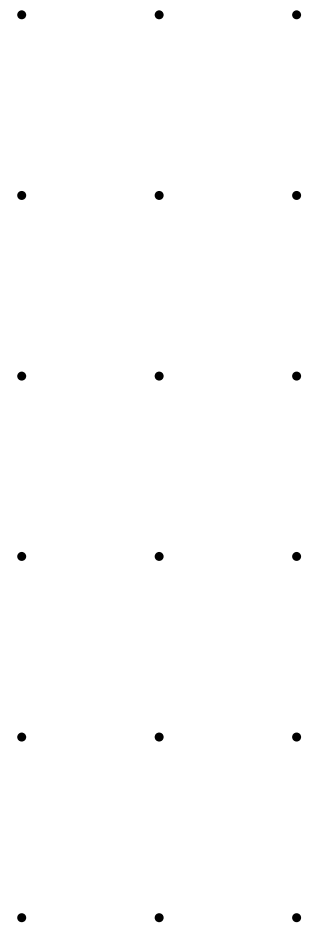
la capacité du Fonds du Logement en Wallonie et à Bruxelles et l'intérêt de mettre une certaine pression sur le secteur bancaire.

Questionné sur la réintroduction de la TVA à 6 % sur les démolitions-reconstructions aux projets de vente, Maxime Prévot a dénoncé la suppression de la mesure. « *J'étais favorable à ces 6 %, si cette option offre une meilleure empreinte carbone. Selon l'UPSI, cette suppression empêche la construction de 6.000 logements et une perte de 111 millions d'euros de recettes TVA pour l'Etat.* »

Sur cette thématique, Jean-Marc Nollet a mis en avant une approche durable de l'aménagement du territoire et un urbanisme circulaire. « *Nous plaidons plutôt pour la déconstruction, et non la démolition, suivie d'une reconstruction. Cette approche permet davantage le réemploi des matériaux et il faut la combiner à une fiscalité cohérente.* »

Ce fut ensuite le tour de Johan Van Overtveldt, député européen pour la NV-A, et de Tom Van Grieken, le président du Vlaams Belang. Pour une question d'éthique, la rédaction a décidé de ne pas publier les propos tenus par le Vlaams Belang.

Johan Van Overtveldt a constaté une évolution favorable du marché du logement. Ainsi, 72 % des logements sont occupés par leur propriétaire. Cependant, il a aussi reconnu qu'il fallait ajouter des logements, environ 400 à 500.000 d'ici 2050. Pour ce faire,





Jean-Marc Nollet, le coprésident d'Ecolo, et Maxime Prévot, le président des Engagés. À dr. de la photo, Hanne Decoutere, la présentatrice de la VRT qui a animé les débats.



Johan Van Overtveldt est député européen pour la NV-A.

l'environnement des entreprises doit être suffisamment positif. Les entreprises de construction doivent pouvoir avoir confiance dans le marché. Et c'est aux politiques de créer un cadre propice, sans se mettre à la place du marché.

Au sujet de la suppression de la TVA réduite à 6 %, il estime que « *ce n'est pas une décision judicieuse, car nous avons besoin de professionnels pour la revalorisation de nos centres-villes.* »

Le député européen a dit comprendre pourquoi les banques se montrent plus pointilleuses pour octroyer des prêts hypothécaires. Après la crise financière de 2008, le gouvernement a mis en place des réglementations qui ont rendu les banques plus solides, mais par conséquent, elles sont moins enclines à accorder des prêts. Il estime que le fonds de garantie, qui va être mis en place en Flandre, où le gouvernement se porte garant pour les fonds propres d'un ménage lors d'un prêt, est une bonne chose, car il n'impose aucune exigence aux banques.

Investissements publics

Les investissements publics ont ensuite été abordés. Dans une vidéo courte mais percutante, nos membres Virginie Dufrasne (Lixon) et Karl Neyrinck (EEG) ont pu donner leur avis. Ils étaient d'accord sur un point : même si nos budgets ne sont pas au beau fixe, nos gouvernements doivent investir davantage dans nos infrastructures.

Du côté flamand, Bruno Tobback (député flamand Vooruit) et Steven Coenegrachts (député flamand et sénateur Open VLD) ont pu expliquer leurs points de vue sur ce thème. Selon Bruno Tobback, les réseaux électriques et la mobilité doivent être les premiers domaines dans lesquels il faut investir. En ce qui concerne la mobilité, il faut se concentrer

sur les transports publics, entre autres pour fluidifier le trafic. Il a également adressé une petite pique à Lydia Peeters, l'actuelle ministre de la Mobilité et membre du même parti que Steven Coenegrachts. Sur le budget prévu pour les pistes cyclables, 300 millions n'ont pas été utilisés cette année.

Hanne Decoutere a ensuite demandé à Steven Coenegrachts ce que son parti pensait de la demande d'Embuild de porter les investissements publics à 4 %, voire à 5 % du PIB. Il a confirmé la nécessité d'investir, par exemple pour rendre les bâtiments publics neutres en énergie. Mais il a également souligné les efforts déjà effectués. Ainsi, les investissements publics ont augmenté en flèche, lors de la dernière législature.

Les PPP constituent donc une bonne manière de construire des projets publics. L'Open VLD favorise cette approche, mais de manière intelligente. Le projet Diabolo, qui relie la gare de l'aéroport de Zaventem aux lignes Bruxelles-Malines et Bruxelles-Louvain, ne constitue pas le meilleur exemple de PPP pour Steven Coenegrachts.

Bruno Tobback voit un certain intérêt aux bâtiments publics intelligents, du moins s'ils abritent un personnel intelligent. Mais un PPP dans un tel projet doit alors s'accompagner d'un partage des risques correct entre le public et le privé. « *Voilà qui est intelligent !* »

Steven Coenegrachts a plaidé pour un octroi des permis plus rapide, avec des règles et procédures simples. Il est favorable à une réglementation qui énonce clairement ce qui n'est pas autorisé sur un chantier, complétée par le principe : « *tout le reste est autorisé* ».

Bruno Tobback a fait remarquer qu'il ne fallait pas exagérer le problème des permis. Seules 4 à 5 % des demandes font l'objet d'un recours. Steven Coenegrachts a admis que ce n'est pas tant la procédure de permis,

« Nous plaidons plutôt pour la déconstruction, et non la démolition, suivie d'une reconstruction. Cette approche permet davantage le réemploi des matériaux et il faut la combiner à une fiscalité cohérente. »



elle-même, qui pose problème. Le problème réside dans le trajet qui précède.

Côté francophone, **François De Smet**, le président de DéFI, et **Germain Mungemangango**, le président du groupe PTB au parlement wallon, ont partagé leurs idées.

Le premier cité rejoint l'idée d'Embuilid de porter les investissements publics à 4 % d'ici 2029 et 5 % d'ici 2034. « *En Belgique, les pouvoirs publics ont peur d'investir. Avec 2,7 % du PIB, nous sommes en-dessous de la moyenne européenne, qui est à plus de 3 %. Il faut choisir ses combats : les transports en commun, la santé et la rénovation du bâti privé et public.* »

Il a également donné son avis sur les problèmes de pénurie de main-d'œuvre rencontrés par notre secteur. « *Toutes les entreprises pleurent à ce sujet ! Les écoles doivent « mieux faire », surtout qu'il s'agit d'emplois qui ne sont pas délocalisables. Nous avons 150.000 sans-papiers en Belgique. Il faudrait réfléchir à une régularisation partielle, car beaucoup veulent travailler.* »

Germain Mungemangango a notamment insisté sur l'urgence d'investir dans les chemins de fer. « *La mobilité est très importante pour notre parti. Selon les derniers chiffres, un train sur six a été en retard et un sur trente supprimé. Et selon la SNCB, 18 % des retards sont dus à la vieillesse des infrastructures. Il faut donc davantage investir dans les transports en commun, en déployant de nouvelles lignes de trains, trams, bus et métro et*

en augmentant la capacité et les performances du réseau actuel. »

Le député wallon a aussi dénoncé la libéralisation du marché de l'énergie. « *Tout cet argent remplit les poches de grands groupes comme Total...alors qu'il faut un milliard pour rénover le réseau. L'Etat doit reprendre la main sur le secteur de l'énergie.* »

Au sujet des normes environnementales européennes à respecter d'ici 2050, tant pour les bâtiments publics que privés, François De Smet a souligné l'importance de fixer un cap, de mettre en place une fiscalité attrayante pour les citoyens et de faire « *matcher* » l'offre et la demande. Il a aussi dit regretter qu'un outil comme la PEB ne soit pas harmonisé entre les trois Régions.

Qui dit investissements en infrastructures dit aussi recours aux PPP. Qu'en pense Germain Mungemangango ? Il s'est dit complètement opposé en prenant l'exemple de la saga du tram de Liège. Son parti propose la création d'une banque publique d'investissements, comme il en existe en Allemagne.

Enfin, malgré son intérêt, François De Smet a dit ne pas encore trop parier sur les bâtiments intelligents pour le moment, vu que le challenge principal reste la rénovation énergétique des bâtiments publics et du parc résidentiel. Et Germain Mungemangango a demandé plus de transparence au sujet du Plan de relance et émis des doutes sur l'efficacité de son pilotage.

A g. de la photo, François De Smet, le président de DéFI, et Germain Mungemangango, le président du groupe PTB au parlement wallon. À dr. de la photo, Bruno Tobback, député flamand Vooruit, et Steven Coenegrachts, député flamand et sénateur Open VLD.

« Nous avons 150.000 sans-papiers en Belgique. Il faudrait réfléchir à une régularisation partielle, car beaucoup veulent travailler. »





À g. de la photo, Thomas Dermine (PS), le secrétaire d'Etat à la Relance et aux Investissements stratégiques, et Georges-Louis Bouchez, le président du MR. À dr., Aimen Horch, tête de liste Groen dans le Brabant flamand, et Robrecht Bothuyne, Vice-président du CD&V.

« En termes d'investissements publics, nous sommes passés de 2,6 % à 3,5 % du PIB, et nous avons bien travaillé ensemble avec Niko Demeester et Embuild. »

➤ Emplois attrayants dans la construction

Le dernier thème abordé par Hanne Decoutere pour nos partis politiques concernait l'attractivité de nos emplois dans la construction. Nos membres Alexandre De Cesco (Socatra) et Femke Dhont (Camino) ont mis en évidence certains points problématiques dans une vidéo d'introduction. Femke Dhont, entre autres, a affirmé qu'il est encore possible d'activer de nombreux demandeurs d'emploi, de les former et de les orienter vers la construction. Selon Alexandre De Cesco, notre secteur doit devenir une priorité pour les politiques, étant donné notre importance économique et notre rôle dans la baisse des émissions de CO₂. Pour remplir ce rôle, nos entreprises recherchent tous types de profils.

Les néerlandophones Aimen Horch (tête de liste Groen dans le Brabant flamand) et Robrecht Bothuyne (Vice-président du CD&V) ont ouvert ce dernier débat. Hanne Decoutere les a interrogés sur les malades de longue durée. On estime que cette problématique concerne environ 500.000 personnes dans notre pays. Comment les activer ?

Aimen Horch a répondu que la prévention - éviter que les travailleurs tombent malades - est essentielle. Les entreprises qui obtiennent de bons résultats dans ce domaine doivent être récompensées, et celles qui ont de mauvais résultats, punies. Selon Groen, il ne faut également pas remettre les personnes malades au travail trop tôt. Elles doivent avoir la possibilité de se reposer et de revenir en

bonne santé, pour ensuite reprendre le travail progressivement.

Robrecht Bothuyne est d'accord pour dire qu'il nous faut de la main-d'œuvre supplémentaire. Cependant, selon lui, l'intégration des bénéficiaires du RIS et des malades de longue durée au marché du travail n'est qu'une partie de la solution. D'autres conditions doivent également être remplies. Le travail doit rapporter de l'argent, et le chômage doit être réformé avec une limitation des allocations dans le temps.

Aimen Horch a réagi en suggérant que les salaires ne sont pas le problème dans la construction. Les salaires dans notre secteur sont bons, et pourtant nous avons une pénurie de main-d'œuvre. Robrecht Bothuyne a répondu que les coûts salariaux sont particulièrement élevés dans la construction. Il a plaidé pour que les travailleurs reçoivent une plus grande partie de l'argent. Le public s'est clairement rattaché à ce point de vue. En effet, Robrecht Bothuyne a, après cette intervention, reçu des applaudissements spontanés de toute la salle.

Les femmes sont-elles la solution à la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur ? Aimen Horch a répondu que de nombreuses tâches de soin sont effectuées par des femmes et que, selon la perception commune, la construction est un secteur particulièrement masculin et qu'elle doit être prête à s'adapter. Selon lui, elle y travaille.

Ou devons-nous continuer à compter sur l'immigration pour la main-d'œuvre ? Pour



Niko Demeester, le CEO d'Embuild, a conclu l'édition 2024 du ForumConstruction.



L'humoriste Bert Kruismans a animé la matinée avec des sketches entre chaque débat.

Robrecht Bothuynne, la migration liée au travail n'est pas une partie de la solution, mais la dernière chance. « *Premièrement, nous devrions essayer d'intégrer nos compatriotes de Bruxelles et de Wallonie au marché du travail en Flandre. Et si nous voulons faire venir des migrants, il faut bien les intégrer.* »

Enfin, Hanne Decoutere a abordé le sujet de l'enseignement construction. Pour Aimen Horch, il faut travailler avec le secteur. La réforme de l'enseignement est un processus lent et long, et c'est une bonne chose, selon la tête de liste Groen. Nos entreprises, en revanche, peuvent fournir la rapidité nécessaire. Selon Robrecht Bothuynne, l'apprentissage en alternance est sous-utilisé. Il existe également un problème de perception dans ce domaine. Il faut cesser avec cette perception négative de la construction.

Thomas Dermine (PS), le secrétaire d'Etat à la Relance et aux Investissements stratégiques, et **Georges-Louis Bouchez**, le président du MR, ont conclu les débats.

Le premier a directement réagi aux propos du président du groupe PTB au parlement wallon sur les doutes émis au sujet du Plan de relance. « *En termes d'investissements publics, nous sommes passés de 2,6 % à 3,5 % du PIB, et nous avons bien travaillé ensemble avec Niko Demeester et Embuild. Nous n'avions plus réalisé de tels investissements depuis les années 70. Quant à la transparence du Plan de relance, j'invite Germain Mungemangango à consulter le site web Nextgenbelgium, où il pourra trouver l'état d'avancement très clair.* »

Comment le PS veut-il remettre les personnes inactives à l'emploi, a demandé Hanne Decoutere ? « *Il est essentiel de travailler sur trois points. Le premier est l'image des métiers et la revalorisation de certaines filières,*

c'est essentiel. Le second est la féminisation de tous ces métiers. Actuellement, dans votre secteur, probablement que vous ne recrutez que dans 50 % de l'ensemble du marché du travail. Enfin, un mot sur l'immigration. Après la guerre, on a reconstruit le pays avec des gens venant de l'étranger et ça a fonctionné. Nous avons besoin de tout le monde ! »

Sur la même thématique, **Georges-Louis Bouchez** a mentionné quelques chiffres qui l'interpellent. « *Thomas et moi venons d'une province, le Hainaut, où une personne sur deux en mesure de travailler ne travaille pas ! Et le taux d'emploi en Wallonie est de dix à douze points inférieurs à la Flandre. C'est la réalité des chiffres et c'est interpellant ! Il faut d'urgence améliorer le taux d'emploi en Wallonie et à Bruxelles* », a indiqué le président du MR. « *158 métiers sont actuellement en pénurie et cette liste va encore augmenter. Il faut limiter les allocations de chômage à deux ans et être plus nombreux à travailler.* »

Contre la limitation des allocations de chômage dans le temps pour une question de précarité, Thomas Dermine a tout de même déclaré que le taux d'emploi wallon était une vraie question et a avancé quelques pistes dont le renforcement de la collaboration avec les organismes de placement, la formation en interne et en alternance pour les jeunes et l'aménagement des fins de carrière.

Le secteur de la construction demande une réduction des coûts salariaux de 2,7 € par heure. Qu'en pense le MR ? « *Nous sommes bien évidemment favorables. Et cette baisse du coût du travail doit financer l'augmentation du taux d'emploi.* »

Enfin, Thomas Dermine a plaidé pour une réforme fiscale à ce sujet et le maintien de l'index, qui est une particularité belge.

« 158 métiers sont actuellement en pénurie et cette liste va encore augmenter. Il faut limiter les allocations de chômage à deux ans et être plus nombreux à travailler. »

« Merci à tous les partis de nous avoir transmis ces informations intéressantes »

Le mot de conclusion de ce ForumConstruction est revenu à Niko Demeester, le CEO d'Embuild. Il a remercié les partis politiques d'avoir donné des informations intéressantes au sujet des trois thèmes majeurs pour Embuild, en vue des prochaines élections. « Nous comptons sur eux pour prévoir les mesures nécessaires en faveur des logements, des investissements et de l'emploi dans les prochains programmes du gouvernement, tant au niveau fédéral qu'aux niveaux régionaux », a-t-il indiqué.

Niko Demeester a réitéré au public du Heysel les positions de l'organisation professionnelle sur ces différents sujets. Concernant les logements abordables et durables, la construction de 225.000 logements sera nécessaire d'ici 2030. « Quand on voit que des promoteurs immobiliers abandonnent en raison de la suppression de la TVA à 6 % pour les démolitions-reconstructions, nous ne pouvons pas atteindre cet objectif. Raison pour laquelle le prochain gouvernement fédéral devrait introduire de nouveau cette TVA à 6 % sur les démolitions-reconstructions pour les projets de vente et de location », a-t-il indiqué.

Il a également plaidé pour stimuler la transition énergétique de notre parc résidentiel. « La TVA à 6 % sur les rénovations des logements de plus de 10 ans doit être maintenue. Et cela vaut également pour la baisse de la TVA sur les pompes à chaleur, un tarif qui expire normalement à la fin de cette année. La TVA réduite à 6 % sur les panneaux solaires et les chauffe-eaux solaires, qui a expiré fin 2023, doit être réintroduite le plus vite possible. Enfin, les primes régionales qui encouragent la construction et la rénovation durables devraient être maintenues et étendues. »

Sur le thème des investissements publics, la position d'Embuild est claire : il faut passer de 2,7 % du PIB aujourd'hui à 4 % en 2029 et 5 % en 2034. « Ces investissements sont indispensables, car nos infrastructures

ne répondent absolument plus aux besoins du temps. Que ce soit pour les écoles, les hôpitaux, les routes, les voies fluviales, les pistes cyclables, le chemin de fer...Une grande opération de modernisation de nos infrastructures s'impose. »

Construire, rénover, investir...Il faudra les bras pour exécuter tous ces travaux ! Nous devons donc convaincre la société que nos emplois dans la construction sont attractifs dans le secteur. Niko Demeester a rappelé les différentes campagnes menées par l'organisation professionnelle pour recruter et faire face au problème structurel de pénurie de main-d'œuvre. « Nous avons en effet trop peu de personnel, mais nous pouvons résoudre cela. Dans le hall 5 de Batibouw, ici à côté, Constructiv a enthousiasmé plus de 2.300 jeunes pour la construction et nous menons, en tant qu'Embuild, des campagnes de recrutement sur tous les fronts. » Il a amené le monde politique à mettre l'accent sur l'activation, la formation et le recyclage. « Ceux qui peuvent travailler, doivent travailler. Et nous avons suffisamment de travail. Un travail bien rémunéré, pas juste de quoi s'en sortir. »

Il a conclu en insistant encore une fois sur l'importance du soutien politique. « Ensemble, nous pouvons réussir. Nous comptons sur vous durant les cinq prochaines années pour que nos solutions en faveur des logements, des investissements et des emplois deviennent réalité. »

« Nous comptons sur vous durant les cinq prochaines années pour que nos solutions en faveur des logements, des investissements et des emplois deviennent réalité. »